



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Charte de l'évènementiel responsable - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, depuis le début de cette mandature, résolument vers l'éco-exemplarité.

Ainsi le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Montpellier Méditerranée Métropole est actuellement en cours de révision : l'éco-responsabilité au sens large est une des actions préconisées à termes par ce plan. Egalement, s'agissant des achats de l'administration mutualisée, ceux-ci s'inscriront également dans une démarche durable et responsable structurée, en l'occurrence un Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER), en cours de pré-figuration pour 2022.

La Métropole porte fortement l'objectif ambitieux de réduire les ordures ménagères résiduelles produites sur le territoire de 40 % en 2024. Cet objectif sera atteint grâce à un ensemble de mesures en cours de mise en œuvre, telle que la tarification incitative des déchets, le compostage de proximité, la sensibilisation renforcée au tri des emballages, etc. Cette politique volontariste vers le « zéro déchet » s'appuie également sur une sensibilisation des usagers à la prévention des déchets à la source, en particulier grâce à la réduction du recours aux ustensiles jetables.

La Métropole entend également favoriser une alimentation locale et de qualité, en soutenant les circuits courts et les produits issus de l'agriculture biologique.

Chaque année, la Métropole accueille de nombreux événements et manifestations sur la voie publique dont certains sont particulièrement emblématiques, régionalement et nationalement, et peuvent ainsi rassembler des milliers de participants. La Métropole prête également des salles dont elle est propriétaire, du matériel, et verse des subventions pour l'organisation d'événements sur son territoire.

Selon les données de l'ADEME, une manifestation d'environ 5 000 personnes peut produire environ 2,5 tonnes de déchets, soit 500 grammes par participant. Ces déchets génèrent des coûts pour la collectivité eu égard à leur collecte et traitement, ainsi que pour le nettoyage des voies publiques concernées. En outre, le rassemblement de centaines de participants sur les voies publiques concernées peut être source d'insalubrité, de pollutions et de coûts de nettoyage également importants. Enfin, les déchets jetés sur la voie se dirigent directement dans la mer dès lors qu'ils empruntent le réseau de gestion des eaux pluviales.

En outre, le rassemblement de centaines de participants est l'occasion de les sensibiliser à l'adoption de gestes éco-responsables de manière conviviale au cours de l'évènement, pratiques qui pénètrent de ce fait plus rapidement dans la société.

Comme pour les événements organisés par la Métropole, il est essentiel que les événements se déroulant sur la voie publique ou dans des salles publiques prêtées par la collectivité, s'engagent dans une telle démarche d'éco-exemplarité.

Il est proposé au Conseil de Métropole d'adopter la présente charte, qui devra être signée par :

- les bénéficiaires d'autorisations d'occupation du domaine public ;
- les bénéficiaires de salles publiques mises à disposition, de manière gratuite ou onéreuse ;
- les bénéficiaires de prêts de matériel mis à disposition par la Métropole ;
- les bénéficiaires de subventions versées aux fins de projets évènementiels.

En substance, la charte prévoit des mesures afin :

- de réduire le recours aux ustensiles jetables (gobelets, assiettes...) et au plastique (lâchers de ballon, confettis...) ;
- de trier systématiquement tous les déchets produits (bio déchets, emballages...) ;
- de réduire et d'adapter les supports de promotion, de communication et autres « goodies » ;
- de favoriser une alimentation locale, issue de l'agriculture biologique et proposant si possible au moins un plat végétarien ;
- de réduire les impacts sonores, lumineux et sur les ressources naturelles des événements.

La présente charte est établie dans le cadre d'une stratégie globale sur laquelle la Métropole est à pied d'œuvre. Elle constitue un outil opérationnel rapidement, notamment dans la perspective du retour de grands événements du fait de l'assouplissement progressif des contraintes sanitaires d'ici à la rentrée. En effet, la Métropole s'engage en parallèle dans un audit fin des mesures d'éco-responsabilité déjà en place, de l'évolution de la réglementation et des progrès pouvant être réalisés en matière d'événementiel et de subventionnement responsables. A cette effet, la collectivité prévoit d'être accompagnée par une structure spécialisée, en vue d'une formation large de l'administration à l'éco-responsabilité, et afin de proposer une stratégie détaillée concernant la politique de subvention et d'événementiel au Conseil de Métropole, milieu 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de charte pour des manifestations et événements responsables annexée à la présente délibération ;
- De dire que cette charte sera annexée aux conventions ou autres documents signés par les organisateurs d'événements pour bénéficier de l'aide de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-162886-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Charte événementiel responsable - METROPOLE - 8 juin - TT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.